

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 829^e
SÉANCE**

Mardi 6 novembre 1962,
à 15 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 84 de l'ordre du jour:

*Déclaration du Caire des pays en voie de
développement (suite)*

*Examen du projet de résolution commun
(suite) 227*

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

**Déclaration du Caire des pays en voie de développement
(A/5162, A/C.2/L.650/Rev.1) [suite]**

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN
(A/C.2/L.650/REV.1) [suite]**

1. M. KANO (Nigéria) félicite chaleureusement les auteurs du document historique que constitue la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162). La délégation nigérienne appuie pleinement cette déclaration et attache une importance particulière au paragraphe 6 du préambule, aux paragraphes 12, 15, 16, 17 et 20 de la section I, aux sections III et IV et aux paragraphes 58 et 59 de la section VII.

2. M. Kano appuie le projet de résolution qui a été présenté au sujet de la Déclaration (A/C.2/L.650/Rev.1). Il préférerait toutefois que le paragraphe 2 du dispositif soit remplacé par le texte correspondant de la version initiale (A/C.2/L.650), car il n'est pas certain que l'on doive prier les Etats Membres qui n'ont pas participé à la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique de "prendre des mesures appropriées". Le paragraphe 2 du projet révisé semble aller plus loin que ne le prévoient les paragraphes 64 et 65 de la Déclaration, qui portent sur le resserrement de la coopération^{1/}.

3. M. ANJARIA (Inde) dit que l'Inde a participé à la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire et approuve entièrement la Déclaration du Caire. Cette conférence a examiné des problèmes qui ne concernent pas exclusivement ses participants. La Déclaration s'adresse à une audience plus large comprenant tous les pays en voie de développement et tous les pays développés. Cependant, elle ne constitue pas une série d'exigences visant d'autres pays; il s'agit plutôt d'un énoncé de principes que les pays en voie de développement eux-mêmes entendent suivre. Son objectif général est de faire adopter des mesures qui puissent contribuer à vaincre la misère dans

Page

le monde, problème que devra résoudre l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi cette déclaration ne reflète pas l'attitude exclusive d'un groupe de pays donnés. Ses dispositions sont pleinement conformes à certaines des décisions déjà prises par l'Organisation des Nations Unies — notamment la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale instituant la Décennie des Nations Unies pour le développement —, qu'elles viennent d'ailleurs renforcer.

4. La délégation indienne voit avec satisfaction que la Déclaration et le projet de résolution ne se sont pas vérifiés matière à controverse, et elle espère que la Commission appuiera pleinement ce dernier. Si certains représentants préfèrent le texte initial au texte révisé du paragraphe 2 du dispositif, la délégation indienne ne s'opposera pas à la modification suggérée.

5. M. TELL (Jordanie) dit qu'en sa qualité de pays en voie de développement la Jordanie appuie le projet de résolution. Comme certains autres représentants, il préfère le texte initial du paragraphe 2 du dispositif, mais il est prêt à en accepter le texte révisé. Il espère qu'en vue d'assurer l'adoption du projet de résolution à l'unanimité ses auteurs accepteront tous les amendements qui pourraient être proposés.

6. M. KIBRIA (Pakistan) appuie sans réserve les principes énoncés dans la Déclaration du Caire, qui marque une date importante dans l'histoire de l'humanité, à savoir le moment où le combat mené par les jeunes Etats pour assurer leur liberté politique est devenu la lutte pour l'indépendance économique. De nombreux pays qui n'ont pas participé à la Conférence du Caire ont appuyé la Déclaration, et M. Kibria se félicite particulièrement de la mesure, de la modération et du sens pratique dont le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait preuve à cet égard au cours de la 802^{ème} séance. L'Organisation des Nations Unies, conscience de l'humanité, ne peut laisser de côté un document d'une telle importance. En adoptant le projet de résolution, elle prendra acte de la Déclaration et se ralliera aux principes énoncés. M. Kibria espère que la Commission approuvera le projet de résolution à l'unanimité.

7. M. NYLANDER (Ghana) a noté avec satisfaction que, pendant la discussion générale, tous les orateurs ont parlé en termes favorables de la Déclaration du Caire. Le projet de résolution s'efforce de la transposer sur le plan concret dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Aucun Etat Membre ne peut manifestement élever d'objection à l'égard du préambule, mais M. Nylander comprend que certaines délégations hésitent à appuyer le paragraphe 2 du dispositif. Il tient cependant à faire remarquer que les signataires de la Déclaration ne demandent pas à tous les pays de l'appliquer intégralement et souhaitent simplement les voir mettre en œuvre celles des dispositions qui n'appellent aucune objection

^{1/} Reproduits en annexe au document E/3682. Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

de leur part. Il espère en conséquence que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

8. M. VEJAJIVA (Thaïlande) dit qu'il convient de féliciter les participants à la Conférence du Caire d'avoir rédigé une déclaration importante, raisonnable et sans ambiguïté. Lorsqu'elle met l'accent sur l'importance de l'initiative individuelle, la Déclaration préconise une politique chère à la Thaïlande. Non moins important est l'appel à l'action concertée des pays en voie de développement eux-mêmes, tel qu'il figure au paragraphe 5 de la Déclaration. Des mesures en ce sens ont déjà été prises avant la Conférence du Caire dans diverses parties du monde sous-développées. Par exemple, l'Association de l'Asie du Sud-Est, groupant la Fédération de Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, a été créée en 1960. Comme les pays signataires de la Déclaration du Caire, qui ont exprimé leur position à cet égard au paragraphe 58, la Thaïlande attache une importance considérable au commerce international, en tant qu'instrument fondamental de développement économique. La recommandation formulée au paragraphe 34 et visant la mise en œuvre immédiate du programme d'action adopté par le GATT est empreinte de bon sens et de réalisme. La délégation thaïlandaise partage entièrement les inquiétudes suscitées par les groupements économiques régionaux telles qu'elles ressortent du paragraphe 37 de la Déclaration de même que les opinions exprimées aux paragraphes 57, 62, 68 et 69. Elle votera en faveur du projet de résolution dont la Commission est saisie.

9. M. HASSAN (Irak) dit que la Déclaration du Caire expose les problèmes universellement reconnus auxquels doivent faire face les pays en voie de développement et propose des directives en vue de les résoudre. Les jeunes Etats du monde ont déjà acquis l'indépendance politique; il leur reste à s'assurer l'indépendance économique. Ils ont atteint le premier de ces objectifs au prix de luttes douloureuses; la

coopération pacifique devrait leur permettre de réaliser le second. La délégation irakienne appuiera le projet de résolution, qui invite tous les Etats à coopérer à la mise en œuvre des principes de la Déclaration du Caire.

10. Selon M. BOLT (Nouvelle-Zélande), le représentant du Pakistan a déjà clairement montré que la délégation néo-zélandaise appuie sans réserve les principes de la Déclaration du Caire. M. Bolt espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité. Les représentants de la Nigéria et de la Jordanie ont fait observer que certains aspects du texte révisé pourraient empêcher qu'il ne soit adopté à l'unanimité. La délégation néo-zélandaise se joint à eux pour exprimer l'espoir que les auteurs réexamineront le nouveau texte afin de revenir, le cas échéant, à la version originale.

11. M. FARHADI (Afghanistan) estime impossible que le projet de résolution donne lieu à de longues discussions ou controverses. Ce texte se borne à prendre note de la Déclaration du Caire et à inviter les Etats Membres à prendre des mesures appropriées dans le sens des principes contenus dans la Déclaration. Les auteurs du projet ne désirent pas revenir au texte initial (A/C.2/L.650). Cependant, soucieux de donner satisfaction à tous, ils sont entièrement disposés à accepter des suggestions pertinentes.

12. M. EL BANNA (République arabe unie) souligne que le paragraphe 2 du projet de résolution ne contient rien qui puisse porter atteinte aux droits souverains des Etats Membres. Les principes de la Déclaration du Caire ont été acceptés par tous les Etats Membres; l'insertion du mot "appropriées" après le mot "mesures" permettra aux pays d'harmoniser leurs politiques avec ces principes comme ils le jugeront bon.

La séance est levée à 16 heures.